

Rédaction - Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84. Téléx : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio. Numéro de la Commission paritaire : 46722. Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI 17 DIMANCHE 18 JUILLET

Suisse 1 FS • Belgique 15 FB

Aujourd'hui s'ouvrent les jeux Olympiques

FRIC ET FLICS

Ainsi la flamme olympique brûle à Montréal à partir d'aujourd'hui. Cela n'aura pas été sans mal et pour mener ces jeux jusqu'à la séance de clôture il faudra encore beaucoup d'équilibrisme pour les organisateurs, les diplomates, la police et l'armée. La grande performance de ces jeux, celle qui restera dans les mémoires, c'est le déploiement de forces dans la hantise du « terrorisme » ou de toute intervention « extra-sportive » : 120 millions de dollars et plus de 9 000 militaires et 6 000 policiers, coordonnés électroniquement par le « P.C sécurité » installé dans l'ancien hôtel de ville de Maisonneuve, à un kilomètre du village olympique...

A un tel point que l'association internationale de la presse sportive s'est plainte de ces mesures et que trois athlètes australiens se sont vus confisquer des carabines qu'ils ont réussi malgré tout à introduire au village, à la stupéfaction des policiers.

Mais derrière la grande réussite de la mise en scène, le Comité International Olympique a été secoué « par la pire des crises qu'ait connues le mouvement olympique. C'est peut-être même le commencement de la fin » disait un membre du CIO. Elle s'est cristallisée, d'abord, sur Taiwan que le Canada ne pouvait reconnaître comme « République de Chine ». Il a fallu la pression de tous les européens et surtout de Ford pour régler ce problème qui aurait pu empêcher la tenue des Jeux. La « République de Chine » défilera avec son drapeau, mais sous le nom de Taïwan. Déjà une nouvelle menace : les Africains réclament une sanction contre la Nouvelle Zélande à cause de sa tournée de Rugby en Afrique du Sud, les Africains menacent encore de boycotter les Jeux...

Les grands d'Occident concentrent, eux, leurs forces pour que les

Jeux se tiennent à tout prix. Mais leurs efforts cachent mal le désintérêt croissant pour ce genre de spectacle : il y a moins de touristes à Montréal que les autres années. L'état de guerre civile que le gouvernement canadien a dû instaurer pour « tenir les jeux » montre que l'olympisme est lui aussi à bout de souffle.

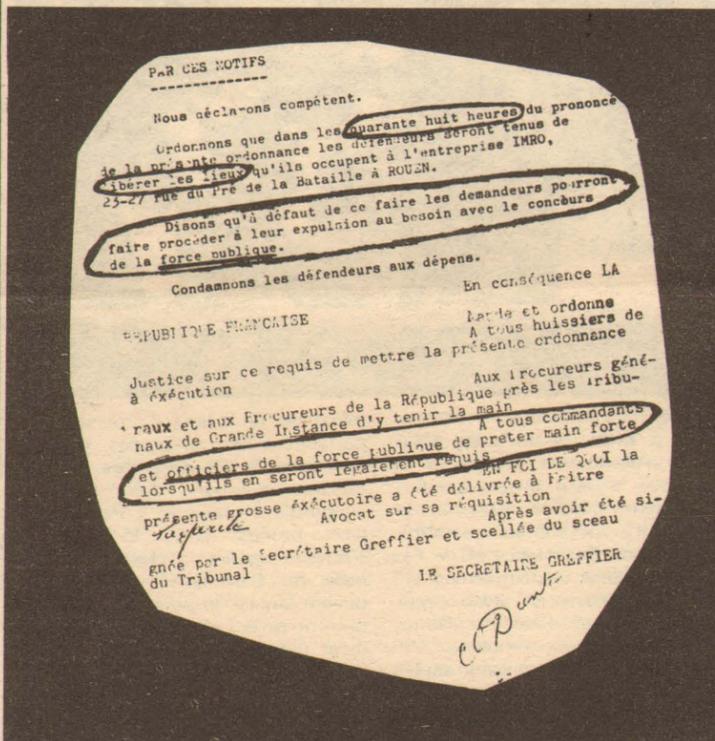
Deux documents, transmis par nous envoyés spéciaux à Montréal, illustrent le climat de ces jeux olympiques. Le premier est l'interview d'un militant révolutionnaire exclu de l'organisation des jeux pour ses idées politiques. Le second est l'interview d'une des hôtes recrutées pour l'occasion. L'idéologie de l'olympisme rassembleur et pacifique en prend un coup

lire la suite page 6

L'IMRO évacuée par la police de Lecanuet

HIER A L'AUBE

A 4 heures du matin, deux cents flics ont mis fin à « l'intolérable scandale » que constituait pour Lecanuet l'occupation de l'IMRO par les travailleurs.



Ils ont osé. A quatre heures dans la nuit de jeudi à vendredi la police de l'illustre Lecanuet, maire de Rouen et ministre de la justice, a investi l'imprimerie rouennaise (IMRO), occupée par ses travailleurs depuis le 29 septembre 1975, car ceux-ci refusaient les licenciements qu'on leur promettait.

A quatre heures, donc, deux cent hommes en bleu sont rentrés dans l'imprimerie, obligeant les travailleurs présents à la quitter par la porte de derrière.

Une manifestation de riposte a eu lieu hier regroupant plus de deux cent personnes à 14h30, dont de nombreux travailleurs de l'imprimerie. Des débrayages ont eu lieu, notamment dans les entreprises du Travail.

La lutte continue. D'ores et déjà il faut obtenir le versement des indemnités de chômage de juillet dont certaines n'ont pas encore été payées, quinze jours après le début du mois. Monsieur Lecanuet n'en a pas encore fini. J.C.

LIRE PAGE 5



alors que le bruit court d'une nouvelle grâce « sélective » en Espagne AVEC LES PRISONNIERS POUR UNE AMNISTIE TOTALE ET SANS CONDITIONS

lire page 3

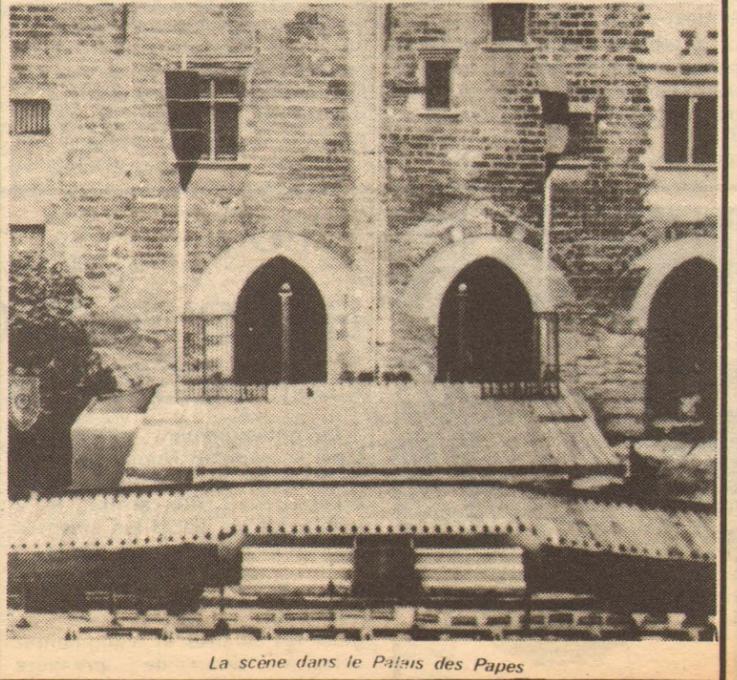
Bettino Craxi, nouveau secrétaire général du Parti socialiste italien

LE CENTRE GAUCHE C'EST FINI, VIVE LE GAUCHE-CENTRE !

Après quatre jours de débats ininterrompus le Parti socialiste italien a désigné vendredi son nouveau secrétaire général Bettino Craxi, député de Milan et vice président du parti depuis 1969. Il remplace à ce poste Francesco de Martino, qui avait démissionné en même temps que l'ensemble de la direction du Parti le 13 juillet dernier. Ce transfert de responsabilités au sein de la direction du PSI ne peut que satisfaire la Démocratie chrétienne. Bettino Craxi est en effet connu pour être favorable à un rapprochement avec la DC et opposé à toute

coalition avec le parti de Berlinguer. N'allez pas croire pour autant que le signior Craxi soit partisan d'un simple retour en arrière. Il en est rien. Face à l'ancienne formule de centre-gauche qu'il rejette, Bettino Craxi propose aux travailleurs italiens une alternative crédible et cohérente : une formule gouvernementale inédite qui a coup sur remportera l'assentiment de tous le gauche-centre. Mais n'allez surtout pas lui dire que tout ça c'est blanc bonnet et bonnet blanc. Vous risqueriez de l'amener à faire de l'anti-communisme.

AVIGNON GRANDEUR ET MISERES D'UN FESTIVAL



La scène dans le Palais des Papes

MAROC

UNE IMMENSE PRISON

- 326 militants de l'opposition vont être jugés en juillet pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat »
- M. Abdallah Malki, premier condamné à mort de l'été

RABAT - En juillet, par charters entiers, les touristes européens débarquent au Maroc pour passer « des vacances de rêve ». Pendant ce temps, la chasse aux sorcières contre l'opposition est organisée méthodiquement par le régime monarchiste de Hassan II. De nouveaux procès pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat vont se dérouler pendant tout le mois.

« Dieu a placé le roi sur le trône pour sauvegarder la monarchie. Pour cette sauvegarde, le rite malékite prévoit qu'il ne faut pas hésiter, si nécessaire, à faire périr le tiers de la population aux

idées néfastes pour préserver les deux tiers de la population saine » se plaît à déclarer le roi Hassan II. Ces déclarations feraient sourire si elles n'étaient pas scrupuleusement traduites en actes : une longue tradition répressive pèse sur le régime. On se souvient des massacres de population perpétrés par l'armée : le soulèvement populaire du Rif en 1958 est réprimé dans le sang, des centaines de morts en 1965 à Casablanca lors des manifestations lycéennes et ouvrières et, plus récemment, la véritable entreprise de génocide contre les populations au Sahara occidental.



Atteintes à la liberté, arrestations illégales, sequestrations arbitraires, tortures, assassinats sont pratiqués quotidiennement. Les procès politiques qui s'ouvrent ce mois-ci viennent compléter le tableau. De nombreuses missions d'observation judiciaire ont été effectuées au Maroc depuis quatre ans (Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme...). Toutes ont fait apparaître qu'une situation de « non droit » s'est peu à peu installée dans le pays.

Dans plusieurs villes du Maroc (Settat, Meknès, Fès, Casablanca et Kénitra), 326 personnes doivent être jugées dans la première quinzaine de juillet. En outre, une instruction d'une nouvelle affaire d'atteinte à la sécurité de l'Etat est en cours. Ce sont 181 personnes, considérées comme appartenant à la « gauche marxiste léniniste » (les « frontistes » ou organisations « l'Al Amam » et « 23 mars »), parmi lesquelles ont relevé la présence d'Abraham Serfaty, qui sont poursuivies.

Le tribunal militaire de Rabat a statué, samedi 3 juillet, sur le cas de sept condamnés à mort par contumace dans « l'affaire du complot du 3 mars 73 », lorsque des groupes armés marocains avaient tenté de

renverser la monarchie. Il a condamné à mort M Abdallah Malki pour sa participation au complot et a acquitté les six autres. Lundi 5 juillet, deux nouveaux procès se sont ouverts devant les chambres criminelles de Casablanca et de Fès où comparaissent respectivement 46 et 48 inculpés pour avoir logé, notamment des éléments venus d'Algérie lors du « complot ». 156 autres inculpés comparaissent depuis quinze jours devant les tribunaux de Meknès et de Settat (voir encadré). Ils appartiennent pour la plupart à la tendance de l'Union Nationale des Forces Populaires qui devait donner naissance à l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP).

Assassiné par les fascistes

La longue, trop longue liste des inculpations ne s'arrête malheureusement pas là. Le 12 juillet, s'est ouvert à Rabat le procès de 75 personnes qui avaient été acquittées en 1973 par le tribunal militaire de Kénitra, mais gardées en prison pour la plupart depuis cette date. L'un d'entre eux, M. Omar Benjelloun, membre du Bureau politique de l'USFP, qui avait été l'un des rares à

bénéficier de la liberté provisoire, ne participera pas au procès. Il a été assassiné le 18 décembre 1975 à Casablanca par des fascistes supplétifs du pouvoir. Enfin, le dernier procès pour le moment s'ouvrira devant la chambre criminelle de Casablanca le 26 juillet devant laquelle 35 personnes comparaitront pour l'affaire dite du « syndicat national des lycéens ».

Il est urgent que le silence sur la répression soit levé et que des dizaines de milliers de voix s'unissent pour condamner ce régime qui n'hésite pas à transformer le Maroc en une immense prison, avec salles de torture.

H Vega

Le tribunal de Settat (sud de Casablanca) a condamné, jeudi, 15 des 31 inculpés jugés à des peines allant de un à cinq ans de prison et acquitté les 16 autres personnes accusées de « non révélation d'attentat contre la sûreté intérieure de l'Etat. » On attend leur libération ! (à suivre...).

PEROU

HUGO BLANCO EXPULSÉ EN SUEDE

Le gouvernement militaire de Lima a expulsé Hugo Blanco à destination de la Suède. Hugo Blanco avait été arrêté le 2 juillet dernier, après les émeutes populaires qui se sont produites à Lima et dans d'autres villes du pays pour protester contre les décisions gouvernementales de geler les salaires et d'augmenter certains prix de première nécessité.

Notre camarade qui avait dirigé au début des années soixante le mouvement d'expropriation des terres dans la vallée de Convention a déjà passé de longues années dans les bagnes péruviens. C'est la deuxième fois que les « militaires progressistes » l'expulsent du pays, parce qu'il refuse obstinément de servir de caution « de gauche » à ce régime « révolutionnaire ».

USA

LE TICKET GAGNANT

En choisissant le sénateur Walter Mondale comme co-listier et candidat à la vice-présidence, Jimmy Carter a fait preuve selon les observateurs politiques et la presse internationale d'un « choix habile » qui marquerait un « coup de barre à gauche » dans sa campagne. Agé de 48 ans (Carter en a 51) le sénateur du Minnesota est en effet considéré comme l'un des sénateurs les plus libéraux parmi ceux qui étaient en piste pour la vice-présidence. Membre de la commission des finances du Sénat, protégé d'Hubert Horatio Hymphrey — le « champion des droits civiques » et candidat malheureux à la présidence — Walter Mondale présente surtout l'intérêt d'être dans les meilleurs termes avec les dirigeants syndicalistes, jusqu'à présent lutés à l'égard de Jimmy Carter ;

C'est donc un ticket « jeune », représentant les Etats en « plein essor économique » et symbolisant de ce fait la « Nouvelle Amérique » qui, au nom du parti démocrate sollicitera, le 2 novembre prochain, les suffrages de l'électorat américain. Cette image, la presse bourgeoise n'est pas seule à la donner ; l'organe du Parti communiste italien l'Unita écrit en effet en première page de son édition de vendredi : « les démocrates ont trouvé un visage nouveau dont ils avaient besoin (...) et dont l'Amérique ressentait confusement la nécessité. Carter se présente comme un homme capable d'unir et non pas de diviser les américains autour d'une plate-forme novatrice ».



Mondale (Gamma)

Mais l'organe du PCI se garde bien de nous expliquer quelle est la teneur de cette innovation. Rien en effet, dans le programme du Parti démocrate, voté au cours de la convention, ne permet de parler d'innovation. Rien, non, plus dans la personnalité des deux hommes, ne permet une telle affirmation. Le succès de Carter n'est rien moins que le succès d'un habile politicien qui a su préparer efficacement sa campagne et s'entourer d'hommes politiques avertis. Quant au sénateur Mondale, il suffit de rappeler que cet homme si libéral n'en a pas moins été jusqu'en 1969 l'un des plus fermes soutiens de l'intervention américaine au Vietnam.

Aussi l'alliance de ces deux hommes ne semble-t-elle devoir permettre de renouveau qu'à un seul niveau, celui de la collaboration de classe entre la grande bourgeoisie et la bureaucratie syndicale investie dans l'appareil démocrate. Comme du temps de J.F. Kennedy auquel Carter s'efforce tellement de ressembler. J.T.

VARSOVIE :

LA « LOI ANTI-CASSEURS » DES BUREAUCRATES EN ACTION.

Sept travailleurs d'URSUS, l'usine de tracteurs proche de Varsovie dont les ouvriers en grève le 25 juin contre la hausse des produits alimentaires avaient bloqué la voie ferrée Paris Varsovie en déboulonnant les rails pour mieux populariser leur lutte, passent en procès ce vendredi devant le tribunal régional de Varsovie. Il semble que la cour ait retenu contre eux l'article 220 du code pénal polonais qui prévoit une peine minimum de 3 ans pour détérioration d'installations de transports ou de communications. En bref, une « loi anti-casseurs » au service des bureaucrates. Comme de bien entendu, le procès ne sera pas public. Les journalistes occidentaux

accrédités à Varsovie qui avaient demandé l'autorisation d'y assister se sont vus répondre que tous les permis avaient déjà été accordés.

En fait, la bureaucratie veut faire un exemple, « punir » ceux qui avaient osé riposter. Mais elle le fait dans la honte, le silence. Un procès public se serait retourné contre elle. Une fois de plus elle va tenter d'accréditer la fiction « d'hooligans » infiltrés dans une classe ouvrière restée saine. Les travailleurs polonais ne sont pas dupes. Les révolutionnaires devront montrer leur solidarité à ces travailleurs victimes de l'arbitraire bureaucratique !

F.D.

LA LUTTE ARMÉE REPREND AU KURDISTAN IRAKIEN

Depuis le printemps dernier des rumeurs circulaient sur l'existence de combats au Kurdistan irakien sans qu'il soit possible d'en avoir confirmation.

Aujourd'hui le doute n'est plus possible : la lutte armée a repris. Début juin, un conflit armé a opposé les troupes irakiennes à un groupe de révolutionnaires kurdes près de la ville kurde de Zhakou, non loin de la frontière turque. Selon les informations en provenance d'Irak, les autorités irakiennes ont pu capturer quatre officiers dont un officier syrien por-

tant les galons de colonel et le régime irakien a présenté cette lutte armée comme une tentative d'invasion faite de l'extérieur.

Quelques jours plus tard, une délégation de hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur irakien effectuait une visite officielle en Turquie afin d'accroître la coordination entre les deux Etats pour tout ce que touche la répression des militants kurdes.

Le 22 juin dernier le leader kurde Ismaet Cherif a confirmé la reprise des combats au Kurdistan irakien.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE



ESPAGNE

OUVRIRE LES PRISONS !

Le bruit court en Espagne d'une nouvelle grâce imminente qui pourrait être annoncée en même temps que le programme du nouveau gouvernement, ou à l'occasion du voyage de Juan Carlos à San Sebastian. Il s'agirait en fait d'une forme d'application rétroactive de la loi sur les associations, qui permettrait aux emprisonnés condamnés pour propagande illégale ou appartenance à des organisations interdites de retrouver la liberté. En revanche resteraient donc dans les geôles franquistes tous ceux qui ont été condamnés pour «terrorisme», et parmi eux la quasi totalité des anciens militants de ETA. Nous publions ci-dessous la lettre, signée par huit prisonniers parmi les plus prestigieux, tous militants de la LCR-ETA VI, lettre qui fut diffusée en Euskadi durant la semaine d'action pour l'amnistie. Andoni Arrizabalaga fut le premier condamné à mort de ETA; sa peine fut commuée, de même que pour Inaki Sarasketa. A eux huit, ils totalisent une peine de plus de mille ans de prison. Toute grâce qui laisserait en prison ce type de militants, ainsi que Eva Forest, Antonio Duran, Behotegi, les condamnés de Burgos, ne serait qu'une caricature insultante. Avec nos camarades, nous exigeons une amnistie totale et sans conditions; et nous serons à leurs côtés dans la lutte pour l'arracher.

au peuple d'EUSKADI

Depuis plusieurs mois, depuis la mort du dictateur, un objectif est au centre de toutes nos luttes: L'AMNISTIE.

Jamais auparavant ne s'était exprimée avec tant de fermeté la volonté populaire d'atteindre un but qui, malgré tout, est encore devant nous. Pour nous, pour tous les prisonniers politiques, la situation dans laquelle nous vivons est chaque jour plus angoissante: les conditions de détention ont empiré, les transferts vers les prisons les plus dures ont commencé, quotidiennement, pour de nombreux camarades, et le régime carcéral devient chaque jour plus dur et plus humiliant.

En attendant, l'amnistie ne vient pas. Et si quelque chose est bien clair, en ces mois de dictature couronnée, c'est qu'il faut batailler ferme, si nous voulons que l'amnistie devienne une réalité pour tous, y compris ceux, comme nous, qui sont accusés de «terrorisme». Ce sont eux, ceux de Vitoria, de Basauri, de Montejurra, les seuls terroristes que connaisse notre peuple.

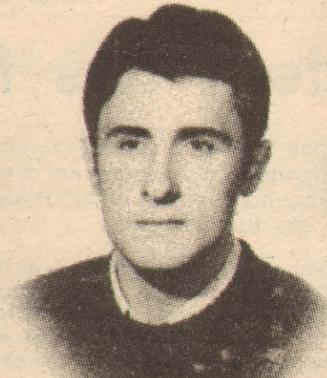
Lutter pour l'amnistie signifie aussi lutter pour la liberté, pour renverser à jamais cette dictature pourrie, par l'action indépendante de la classe ouvrière et du peuple, empêcher par la dissolution de ses corps répressifs que les tricornes armés s'emparent de nos villages, contrôlent nos routes, torturent et assassinent impunément en Euskadi et dans tout le pays.

Aujourd'hui plus que jamais il faut lutter pour tout cela, parce que nous sommes plus forts que jamais, parce que nous pouvons arracher tout cela si nous luttons unis, l'ensemble des travailleurs et du peuple, avec nos armes de toujours: la mobilisation, le combat décidé, en préservant notre indépendance vis à vis d'une bourgeoisie malade qui cherche désespérément à se donner des airs démocratiques, en négociant avec les partis ouvriers pour freiner et contrôler, et diviser notre lutte. Le peuple d'Euskadi sait comment lutter (Vitoria), et comment éviter les pièges.

Nous saluons, depuis les différentes prisons dans lesquelles nous nous trouvons l'initiative des commissions pro-amnistie d'Euskadi, comme celles de tous les organismes du pays qui ont appelé à une semaine de lutte pour l'amnistie, et nous appelons l'ensemble du peuple à soutenir ces initiatives et à démontrer une fois encore sa détermination. De nos prisons, nous nous joignons à ce combat qui, sans aucun doute, rapprochera un peu plus l'heure de notre libération, et celle de tous les prisonniers politiques; et qui sera le prélude à la libération du peuple.

SABIN ARANA INAKI SARASKETA ANDONI ARRIZABALAGA
INAKI BIAR PATXI JACA KARMELO GARITONAINDIA
JOSU IBARGUTXI ENRIQUE GUESALAGA

ILS SONT EN DANGER



Notre camarade Inaki Biar Etxebarria, militant de la LCR-ETA VI, détenu depuis 1969, il se trouve depuis plus d'un an dans un isolement presque total dans la lointaine prison de Caceres.

ESPAGNE :

Confirmation de condamnations contre des militants du FRAP

Madrid, 16 juillet (AFP)

Le tribunal suprême de Madrid a confirmé vendredi plusieurs condamnations à des peines de prison prononcées par le tribunal de l'ordre public contre des militants de l'organisation maotiste «FRAP» (Front révolutionnaire anti fasciste et Patriotique).

Poursuivis pour «délit d'association illicite» José Ignacio Elorrieta a été condamné à 6 ans de prison, Maria Del Carmen à trois ans, Perta de la Torre et Antonio Gaturro tous deux à 2 ans.



OTROS DOS FUGADOS, DETENIDOS

Otros dos fugados de la cárcel de Segovia, Gacitúa et Guzmán, fueron detenidos al mediodía en el terreno de Valcarlos, en la carretera Pradoluengo-Franca, cuando se encontraban a unos quinientos metros de la frontera por el monte. En las fotos, el punto donde fueron detenidos y las armas que portaban. (Europa Press.)



LEUR VIE RESTE MENACEE

La plupart des évadés repris de la prison de Ségovie viennent de sortir du ecret où ils sont restés confinés deux mois après avoir subi les pires traitements.

Parmi eux, nos quatre camarades de la LCR-ETA(VI) : Josu Ibargutxi, atxi Jaca, Carmelo Garitonaindia et Enrique Gesalaga. Ils ont été transférés dans les plus dures prisons de la dictature, à Puerto Santa Maria, Caceres, Cordoue, Zamora...

Dès qu'ils ont pu avoir un contact oral avec l'extérieur, ce fut pour demander si l'organisation avait eu à souffrir des conséquences possibles de leur évasion.

Sur les photos, Carmelo Garitonaindia (1) et Enrique Gesalaga (2), épuisés, lors de leur arrestation. Ils avaient réussi à passer la frontière française mais, perdus de brouillard et de fatigue, ils étaient revenus à leur insu sur leurs pas pour se faire cueillir par la guardia civile à trois cent mètres seulement de la frontière.

LE 18 JUILLET



Milicienne CNT FA

Aux élections du 16 février 1936, les partis du Front Populaire (républicains, socialistes, communistes et POUM) avec un faible pourcentage de votes, obtiennent une confortable majorité de sièges aux Cortes.

la victoire électorale du Front Populaire précipite l'apparition d'une situation prérévolutionnaire.

Sans attendre le décret d'amnistie, les prisons sont prises d'assaut. Dès le 19 février commencent dans tout le pays des grèves pour la réintégration des condamnés et des licenciés, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Dans les campagnes de Badajoz, Estremadure, Andalousie et de Castille, les occupations de terres se multiplient.

Dès lors la droite prépare l'épreuve de force. Les phalangistes se sont lancés dans la lutte armée dès le lendemain des élections. Mais malgré tous les efforts de José Antonio de Primera, la Phalange ne sera pas le modèle du fascisme italien ou du nazisme allemand, le dernier recours de la bourgeoisie espagnole contre l'essor de la révolution. C'est ouvertement l'armée qui prépare le coup d'état. Et les timides mesures de déplacement des officiers généraux les plus compromis (Franco est envoyé aux Canaries, Goded aux Baléares et Mola à Pampelune) n'empêchent pas

le complot de se monter au grand jour.

Le gouvernement cherche à temporiser au nom de la sacro-sainte unité des forces armées et parlera même de son «chagrin» devant les «injustes attaques» dont est victime le corps des officiers. En juin et juillet, la situation connaît une nouvelle accélération. D'abord une grève quasiment insurrectionnelle des ouvriers madriléens du bâtiment. Malgré la division qui oppose à la fin de la grève les anarchistes de la CNT et les socialistes de l'UGT, favorables à la reprise du travail, la bourgeoisie sent le vent du Boulet. L'assassinat du leader de la droite parlementaire Calvo Sotelo donne l'ultime signal du Coup d'état. Jusqu'au bout le gouvernement républicain fera preuve de son crétinisme légaliste. Le 14 juillet le président du Conseil s'écrie : «Mola est un général loyal à la République». Ce général loyal à la République est en fait l'organisateur de toute la rébellion sur le continent.

Le 17 juillet le soulèvement commence à Melilla, au Maroc Espagnol Franco qui a organisé la répression sauvage de la commune Asturie quitte les Canaries, elles aussi insurgées pour prendre la tête des troupes d'Afrique. Le 18 juillet l'UGT et la CNT lancent le mot d'ordre de grève générale, le lendemain Casares Quinoza démissionne après une ultime tentative de compromis avec

les militaires (cabinet Martinez Barro). Le gouvernement du Docteur Giral, sous la pression des manifestations ouvrières, décrète le 19 la dissolution de l'armée et la distribution des armes aux milices ouvrières formées par les partis et les syndicats.

Le coup d'état réussi à Saragosse, en Vieille Castille et en Galice. Les forces républicaines réussissent à garder le contrôle de toute la côte cantabrique. En Andalousie, les militaires ne tiennent que quelques villes : Seville, Cordoue Cadix et Grenade.

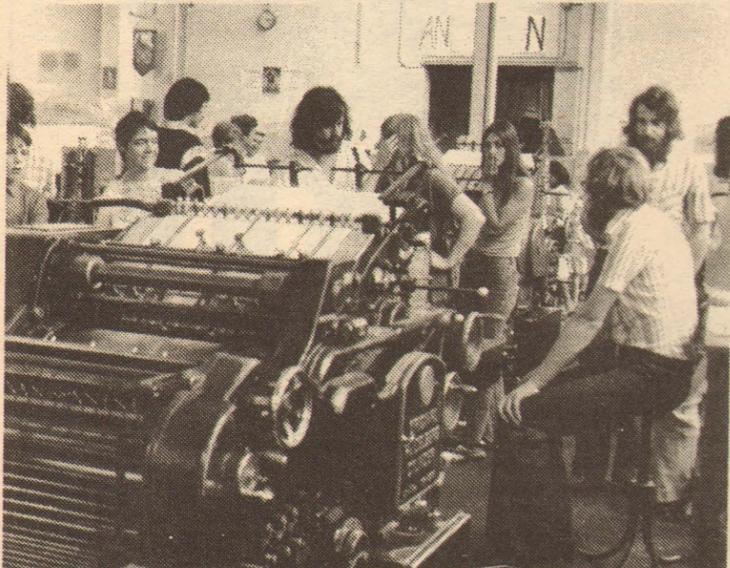
par contre à Madrid et à Barcelone l'échec du coup d'état est total. La volonté de combat des masses ouvrières, le début de l'organisation des milices ouvrières sera décisif, pour mettre endéroute les éléments factieux souvent au prix de lourdes pertes (cf description des combats sur la place de Catalogne à Barcelone dans l'Espoir de Malraux). Mais cette offensive emmenée par les militants anarchistes, la gauche du PS et les membres du POUM permettra de neutraliser voire de faire basculer dans le camp du gouvernement légal une fraction de l'appareil d'état (gardes d'assaut) et réduira d'autant l'impact du prononciamiento. Le coup d'état a partiellement échoué. La guerre civile commence.

IMRO-ROUEN

200 POLICIERS EVACUENT L'IMPRIMERIE

● Grève immédiate dans le Livre rouennais

Après l'occupation par la police de l'imprimerie rouennaise, le préfet de la Seine-Maritime précisait que cette action avait été décidée « afin d'exécuter une décision de justice qui s'impose à tous ». Après Caron-Ozanne, investie il y a presque deux mois, c'est la deuxième imprimerie dans laquelle la police intervient. Il y a encore en France une douzaine d'imprimeries qui ne sont pas « normalisées » M A qui le tour ?



La journée porte-ouverte des 12 et 13 juin

Depuis le 4 février, les grévistes vivaient sous la menace d'une intervention policière. Mais à l'époque la mobilisation des travailleurs permettait de faire reculer la justice. Pour populariser leur lutte les grévistes sortaient un journal de lutte : « Spécial-licenciements », dont plusieurs numéros allaient sortir sur leur outil de travail.

Les 12-13 juin, les travailleurs de l'IMRO organisèrent deux journées portes ouvertes qui eurent un grand succès. Durant 48 heures débats

et forums se succédèrent dans l'entreprise. Des délégations étrangères étaient présentes. En effet les travailleurs de l'IMRO ont toujours eu une attitude internationaliste. Alors que la direction du Livre CGT avance comme mot d'ordre « Retour des travaux graphiques effectués à l'étranger », ceux de l'IMRO ont refusé ce mot d'ordre chauvin. Car la crise de l'imprimerie touche de nombreux pays. A ces journées Lip, Caron-Ozanne et d'autres entreprises étaient présentes.

Nous sommes en période de vacances. Le pouvoir croit le moment opportun de frapper. Il faut organiser la riposte.

Les travailleurs de l'IMRO ont fait la preuve de leur soutien à de nombreuses luttes ouvrières. Il y a quelques jours ils tiraient le « Ouest-licenciements » des camarades de Caron-Ozanne. A nous de les défendre.

S.M.

GREVE LUNDI

Dans un communiqué, la FFTL-CGT lance dans la Presse et le Labeur un mot d'ordre de grève de 1 heure à 24 heures pour le lundi 19 juillet. La fédération exige « le retrait des forces de police » et se félicite « de la réaction immédiate des travailleurs de Rouen et du département ».

Communiqué de Caron-Ozanne

Une fois de plus, les pouvoirs publics préfèrent utiliser les forces de police plutôt que de trouver une solution au problème de l'emploi posé aux travailleurs de l'IMRO qui est évacuée. Est-ce ainsi que les pouvoirs publics vont résoudre les problèmes de l'imprimerie ? Est-ce ainsi que s'exprime la réaction de Giscard, annoncée à grand fracas dans la presse ?

Face à cette situation, les travailleurs ne peuvent plus attendre. C'est en répondant d'une façon coordonnée et non plus isolée que les travailleurs réussiront à imposer la satisfaction de leurs revendications.

C'est dans ce but que les travailleurs de Caron-Ozanne ont créé le journal « Ouest-Licenciements » dont le dernier numéro avait été imprimé à l'IMRO, en signe de solidarité contre l'intervention des gardes-mobiles à Caron-Ozanne.

Aussitôt avertis de l'évacuation de l'IMRO, les travailleurs de Caron-Ozanne ont adressé un télégramme de solidarité aux travailleurs de l'IMRO et un télégramme de protestation à Lecanuet. Simultanément, ils ont prévenu les autres travailleurs qui participent à la coordination mise en place à Lip le 6 juin.

et leurs sections **Les travailleurs de Caron-Ozanne** FFTL-CGT et CFDT

communiqué de l'OC - Révolution

(...) L'organisation communiste révolution appelle tous les travailleurs à manifester leur solidarité inconditionnelle aux « rebelles de l'IMRO », à organiser une riposte massive à l'agression perpétrée par les hommes de main de Giscard et Lecanuet. Face aux licenciements, au chômage, face à la violence des exploités, les travailleurs de l'IMRO sont au premier rang de la riposte (...).



L'électricien du magasin pose... des ventilateurs

La semaine dernière, diverses délégations se rendaient auprès de la direction pour réclamer une fois de plus, la ventilation du magasin. La chaleur en été peut atteindre 38 à 40°. Durant le mois de juin, l'infirmerie comptait plusieurs dizaines d'évanouissements.

La direction du magasin a donc mis à la disposition du personnel une cinquantaine de réfrigérateurs. Elle a aussi accordé une demi-heure de repos en plus du quart d'heure habituel de l'après-midi. Les employés peuvent sortir un quart d'heure

plus tôt, chacun leur tour.

Les vendeuses et les vendeurs peuvent donc maintenant aller boire un coup dans le bureau du chef. C'est une victoire pour les employés de ce magasin.

Adèle et Sylvie vendeuse au bon marché

nouvelle grève au centre de tri Paris-est

Les postiers du transbordement qui s'occupent de l'acheminement des sacs de courrier ont débrayé à nouveau le jeudi 15 au soir à 20 heures (cf notre édition d'hier). Une assemblée générale s'est tenue pendant laquelle a été rendu compte d'une délégation intersyndicale (CGT-CFDT-FFO) reçue le matin même par la direction. Apprenant

les faibles résultats de la délégation, plus de 70% du personnel a voté le principe d'un débrayage.

Les revendications concernent 4 jours de compensation aménagement des horaires et distribution quotidienne de boissons fraîches. De plus les postiers demandent l'amélioration des conditions de travail climatisation et arrosage du trans-

bordement. Sous la verrière, les températures atteignent 45° à 55°, sans compter la poussière, les gaz d'échappement des camions.

La direction n'a consenti qu'à la distribution de quelques boissons fraîches, écoulant ainsi son stock de sirops. A signaler que les colorants de ces sirops seront interdits en janvier 77.

pour 20 minutes de pause 200 francs pour tous, le treizième mois et la cinquième semaine de congés payés.

cette grève doit être soutenue. Envoyer les motions de soutien à UIS-CFDT, rue du Poirier, 45 000 Orléans.

TRIBUNE des luttes

Communiqué UR Picardie CFDT

L'Union Régionale Picardie dénonce les mesures scandaleuses que vient de prendre le Ministre du Travail à l'encontre de délégués syndicaux de chez Poclair. En effet, en autorisant le licenciement de 4 militants et responsables syndicaux, 3 de la CGT et 1 de la CFDT, le Ministre du Travail a de nouveau cédé aux pressions et chantages du CNPF et d'un de ses plus illustres représentants, Monsieur Bataille, directeur de la société Poclair à laquelle appartenaient ces quatre salariés.

Et pourtant :

— les Inspecteurs du Travail avaient refusé les licenciements de ces militants,

— par deux fois le Tribunal de Grande Instance de Senlis a ordonné à Monsieur Bataille de réintégrer ces salariés dans leur entreprise,

— à 6 reprises les Inspecteurs du Travail ont relevé à l'encontre de la Direction Poclair, par procès-verbaux, le délit d'entrave aux fonctions de délégués,

— depuis bientôt 1 an, cette même direction privait de tout travail le délégué CFDT et l'Inspecteur du Travail a, une fois de plus, dressé procès-verbal à l'encontre de Monsieur Bataille.

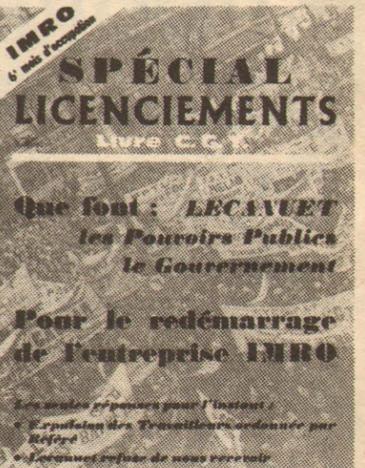
Cela ne compte pas pour Monsieur le Ministre du Travail qui se fait le relais de la politique de démantèlement des organisations syndicales décidée par le CNPF et pratiquée chez Poclair.

Ces 4 militants, — auxquels on ne peut reprocher que leur appartenance à la délégation d'une centaine de travailleurs présents dans les bureaux de Monsieur Bataille — ont en fait été l'objet d'un odieux marchandage de la part de cette direction qui n'a sans doute pas hésité à mettre en balance l'emploi des 5 000 salariés qu'elle exploite en Picardie... pour faire avaliser par le Ministre les mesures antisyndicales décidées et appliquées envers et contre tout par Monsieur Bataille.

En désavouant ses propres fonctionnaires, en ignorant deux décisions de justice et surtout en cédant à la politique de fait accompli et de coup de force de Poclair, le Ministre du Travail — avec la direction de cette société — portera une lourde responsabilité dans le sort futur des travailleurs de cette entreprise. Dans les semaines et mois à venir, il appartient d'abord à ces mêmes travailleurs de faire connaître, avec leurs organisations syndicales, la réponse qu'ils comptent donner à une décision aussi scandaleuse.

Dès à présent, l'Union Régionale Picardie CFDT, appelle toutes ses organisations à apporter leur soutien aux sections syndicales CFDT et CGT du groupe Poclair, et à manifester leur réprobation sous toutes ses formes auprès du Ministre du Travail.

Fait à Creil, le 13 juillet 1976



Le journal de lutte imprimé sur l'outil de travail

LES IMPRIMERIES QUI RESISTENT

Hélio-Lorraine, Dombasles près de Nancy, 40 salariés, usine occupée depuis le 5 juin 1975.

Parisien libéré, Paris, 600 salariés, usine occupée depuis le 6 mai 1975.

Grama, Nevers, 26 salariés, usine occupée depuis le 25 juillet 1975.

Spea, Annecy, 166 salariés, usine occupée depuis le 8 juillet 1975.

Chaufour, Vitry, 236 salariés, usine occupée depuis le 18 février 1975.

Hélio-Cachan, Chilly-Mazarin, 193 salariés, usine occupée depuis le 2 juillet 1975.

Imprimerie de France, Choisy-le-roi, 110 salariés, usine occupée depuis le 15 octobre 1975.

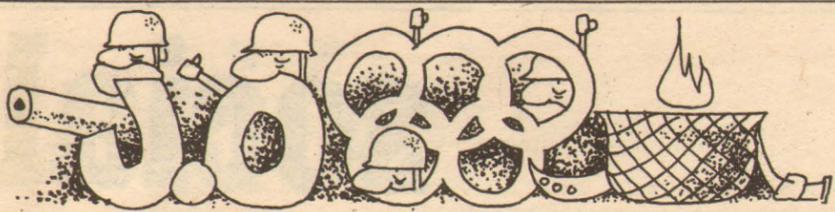
Chaix, Paris, 600 salariés, usine occupée depuis décembre 1975.

Michel frères, Evreux, 125 salariés, usine occupée depuis novembre 1975.

Imprima, Lyon, 300 salariés, usine occupée depuis le 15 janvier 1976.

Dequeker, Paris, 144 salariés, usine occupée depuis novembre 1975.

FAIT CHAUD !



« POUPEES HUMAINES DANS LES MAINS DES V.I.P »

Comment ont été recrutées les hôtes du COJO ?

Il fallait déposer sa candidature dès le mois de décembre. Puis tu avais trois entrevues : la première où tu déclinais ton identité, la deuxième où il fallait expliquer pourquoi tu voulais être hôtesse, ce que tu pensais du sport, et il fallait bien évidemment faire un blabla sur ta sociabilité... La troisième entrevue avait lieu avec deux hôtesse et un bonhomme. Outre un test de langues, car les hôtesse doivent être complètement bilingues ou trilingues, on posait un certain nombre de questions sur la ville et les restaurants, et aussi des questions politiques. Là, c'est très subtil : on te demande de donner ton point de vue sur l'indépendance du Québec. Il ne faut surtout pas faire du tout blanc ou tout noir, mais donner l'impression qu'on connaît le problème sans pour autant y apporter de solutions.

Etes-vous engagées après ces entretiens ?

Certaines d'entre nous. On nous dit quand on nous engage qu'on va faire plein d'argent. En fait, la majorité des hôtesse ont commencé à bosser fin juin pour cinq semaines, avec un salaire 4,65 dollars à l'heure, et de 6,95 dollars pour les heures supplémentaires. Nous faisons des semaines de 45 heures. Nous sommes réparties à travers la ville et le site olympique dans différents secteurs : communications, presse, sports et village olympique, camp de la jeunesse et protocole. Là, ce sont les grosses têtes, et une hôtesse est affectée exclusivement à un bonhomme. Elle doit pouvoir faire n'importe quoi.

Tu penses à quoi en disant cela ?

Au problème du viol. L'année dernière au cours d'une conférence internationale, une hôtesse avait été violée. Mais l'affaire fut vite étouffée, car les bonhommes ont l'immunité diplomatique. Nous sommes 1200 hôtesse et les filles ne sont pas du tout informées. Ainsi, une huile de la sécurité aux Jeux est venue nous faire une conférence sur la sécurité aux Jeux. On nous a parlé de tous les crimes possibles : piraterie, vols, homosexualité, bombes, etc... , sauf du viol.

Et, tu comprends, avec notre costume rouge, on a l'air de poupées-bonbon. Lorsqu'une fille a posé la question, on n'a pas pu nous dire ce que nous devions faire en cas de viol, ce qui a suscité de nombreuses réactions dans la salle.

Peux-tu nous décrire la formation préparatoire reçue par les hôtesse du COJO (Comité d'Organisation des Jeux) ?

Cela dure une semaine, par groupes de 250. Au début, on nous présente le COJO et on nous fait un bla bla du genre : vous faites partie de la grande chaîne olympique. Si les jeux marchent, c'est aussi grâce à vous. Par votre sourire et votre amabilité, c'est vous qui donnerez le ton des jeux, etc...

Puis, on nous fournit l'uniforme : deux jupes, deux blouses, une veste, une cape, des souliers, des chapeaux. Puis, on nous présente un film sur le maquillage réalisé par la compagnie Avon, la plus connue aux États-Unis. C'est le plus connu des mannequins américains qui se maquille devant nous. On insiste bien sur le « courage » de cette femme qui se présente, au début, non maquillée. Puis, on nous fait un speech sur l'importance d'être belle, sur le fait qu'en nous regardant les gens ne doivent pas dire « Oh, que c'est un beau costume », mais

interview
d'une
hôtesse
d'accueil
du Comité
d'Organisation
des Jeux
(COJO)

« Oh, la belle fille ». On nous file une trousse de maquillage avec tout et n'importe quoi. Avon a dû payer le COJO pour nous donner les produits. Mais une utilisation commerciale est prévue sur le thème : « Si les hôtesse sont belles c'est grâce à Avon ». Imaginez 250 filles dans un amphi à qui on explique comment faire pour être belles, et surtout pour ne pas puer.

Et cela a des implications concrètes ?

Mais, c'est très concret. Par exemple, pour la menstruation, on dit aux filles de porter des tampons plutôt que des serviettes parce que c'est plus hygiénique et que ça pue moins. On nous apprend comment serrer la main en nous recommandant de mettre de la poudre dans les mains, « parce qu'il n'y a rien de moins agréable pour les hommes que de serrer les mains moites d'une femme ». On nous apprend comment nous asseoir, monter dans une bagnole. On nous explique comment répondre aux mecs qui nous font des propositions. C'est la théorie du « Non par l'affirmative » sur le thème : « Je suis désolée, mais je dois me rendre à tel endroit où mon mari m'attend » ; il faut dire, malheureusement, que la majorité des hôtesse sont assez contentes d'apprendre ces recettes car elles pensent que cela va les aider à être plus belles !

Et le boulot lui-même ?

Il faut connaître les musées, les restaurants, les boites. Il faut connaître par coeur le calendrier des épreuves sportives, des manifestations culturelles... On nous fait étudier pendant le stage de formation les structures du COJO, du CIO, les fédérations sportives internationales... Tout est fait de manière très idéologique et très subtile. Ils n'essaient pas de nier les scandales, le coût des Jeux, mais ils demandent de voir le côté positif des



Montréal 1976

Les uniformes des guides et des hôtesse de la cinquième catégorie et l'uniforme (avec blazer) réservé aux fonctions officielles de la première catégorie.

Uniforms for hosts and hostesses in Category V, and the official uniform of Category I, (in blazer).

choses : l'entente entre frères, la solidarité internationale... Et puis, il n'y a parmi les hôtesse aucune solidarité. Nous sommes éparpillées un peu partout. C'est la glorification de la femme servante. Il faut être contentes de rendre service à des hommes, donner un peu de nous-mêmes. C'est très malsain, mais les filles réagissent assez peu.

Comment analyses-tu cela ?

Au début, je considérais cela comme de la prostitution de haute classe. Les filles sont presque toutes des universitaires, issues de la classe moyenne. Il faut qu'elles sachent un peu de tout, qu'elles soient belles et intelligentes. Mais il ne faut pas montrer que l'on est trop intelligente si l'on ne nous le demande pas. On nous a appris que quand on rend service, on accomplit son essence de femme !

Sur le plan politique, les hôtesse ont-elles reçu des consignes particulières ?

Oui, notamment à propos des gens, diplomates ou sportifs, spécialement des pays de l'Est, qui demanderaient l'asile politique. On nous a recommandé de les amener à un agent de sécurité qui fait signer un papier leur permettant en moins de 15 minutes de devenir citoyen canadien. Curieusement, on nous a surtout parlé des Hongrois et des Polonais. Quand on sait les difficultés qu'ont ici les réfugiés haïtiens et chiliens, c'est assez écoeurant. Et puis, on nous a parlé aussi de la mosaïque internationale. C'est carrément raciste : on nous a sorti tous les clichés sur la topologie d'un pays, en nous disant qu'il ne fallait surtout pas choquer quelqu'un d'un autre pays. On nous a mis dans la tête qu'on était l'élite du personnel du COJO, le top du top. Alors qu'en fait, on est là pour la décoration, poupées humaines lachées dans les mains des VIP, les « Very Important Persons ».



Les affreux Jo-Jo

Entretien avec François Cyr, militant du GMR, licencié du COJO pour raisons politiques

Quatre militants révolutionnaires québécois, membres du Groupe Marxiste Révolutionnaire (groupe sympathisant de la 4^e Internationale), ont été licenciés par le comité d'organisation des Jeux Olympiques. Nos envoyés à Montréal ont rencontré l'un d'eux, François Cyr, membre du GMR.

Peux-tu raconter comment ton licenciement t'a été notifié par le C.O.J.O. ?

FC : Après quatre jours de travail, je suis convoqué par Marcel Roy, responsable du COJO, m'ordonnant d'arrêter le travail immédiatement en précisant qu'il avait reçu « des ordres d'en haut ». Il m'annonce d'abord « généreusement », le paiement de deux semaines de salaire, puis, s'apercevant qu'il y avait rupture de contrat illégale de leur part, il me promet la totalité du salaire.

Que s'est-il passé ensuite ?

FC : Rapidement, d'autres licenciements sont apparus, où il fut clairement dit cette fois par le

même responsable du personnel qu'il s'agissait « de cas de sécurité incompatibles avec la poursuite du travail dans le cadre du COJO ». Dès ce moment, il est apparu ouvertement qu'il s'agissait de répression systématique à l'encontre des militants politiques (et plus précisément de ceux des deux organisations liées à la 4^e Internationale), ce choix étant en parfaite logique avec la thèse policière du « complot international » dans laquelle Montréal assiégée par l'armée vit ces derniers jours. En effet, depuis plus d'un an la presse bourgeoise orchestre un véritable battage sur le thème : « Montréal ne sera pas un autre Munich ». Le spectre de Carlos, agité par les responsables de la répression, est repris par les journalistes spécialisés dans le sensationnel.

Comment avez-vous réagi ?

FC : Le GMR et la LSO ont décidé de mener une campagne ensemble sur les axes suivants : d'abord, expliquer la nature politique de ces quatre licenciements, ensuite, montrer qu'il ne s'agissait pas là de cas isolés mais que c'est

la poursuite d'une campagne d'intimidation et de harcèlement visant « à épurer la ville des travailleurs immigrés, des homosexuels, des clochards et des militants politiques », et enfin pour exiger à la fois une explication du COJO sur les véritables motifs des licenciements, et pour la réintégration, et qu'enfin nous soit remis l'ensemble des dossiers de police. Il est évident que les renseignements qui ont permis nos licenciements ont été fournis par la gendarmerie royale du Canada (police montée).

Quel écho a eu cette campagne ?

FC : Nous avons tenu une conférence de presse vendredi 9 juillet où l'ensemble de la presse radiotélévisée était présente. Cette conférence a reçu le soutien de la Ligue des Droits de l'Homme ainsi que de la Confédération des Syndicats Nationaux (syndicat d'abord d'inspiration chrétienne qui a évolué vers des positions socialistes), en la personne de Michel Chartrain, président du Conseil Central de Montréal. Les effets de cette con-

férence de presse ont été importants : non seulement le COJO a été obligé de répondre publiquement, mais les déclarations de deux de ses dirigeants sont contradictoires. Roy explique qu'il s'agit de mesures de sécurité, maintenant sa première version : alors que Chantilly, responsable des relations avec la presse, a inventé une version de circonstance sur notre soi-disant « incompétence »... Nous disposons aujourd'hui de documents du COJO prouvant sans doute possible les véritables raisons « de sécurité » de notre renvoi. Nous comptons également mener la bataille juridique par l'intermédiaire de la Ligue des Droits de l'Homme : en effet cette affaire peut prendre de l'importance après l'adoption par l'Assemblée Nationale du Québec d'une charte des droits de l'homme et de la personne, qui précise que nul ne peut être renvoyé de son travail pour des motifs d'opinion politique. Nous serons les premiers à tester la validité de cette loi. Cette affaire risque de faire jurisprudence. Tout en ne nous faisant pas d'illusions...

LA ROCHELLE A L'HEURE DES - BONNES - RENCONTRES

Pour la quatrième année consécutive, La Rochelle organisait du 26 juin au 10 juillet des rencontres d'art contemporain. Elles étaient jusqu'à maintenant une opération de prestige, organisée par les traditionnels notables culturés, sous l'égide du docteur «ès festival» C.Samuel. Ville sans université, les rencontres n'avaient même pas l'alibi d'un public étudiant.

S'appuyant sur l'expérience des Friends l'année précédente, qui, par un certain nombre d'animations de rue, avaient cassé le protocole, la Maison de la culture a imposé cette année sa participation à l'organisation du festival et fait valoir la nécessité de l'appuyer sur une réelle participation locale. L'attaque de Michel Guy, critiquant la M.C en la rendant responsable du caractère soi-disant peu populaire des rencontres, était donc malvenue et tentait de légitimer la réduction de subventions allouées à celle-ci et, du reste, non encore versées.

Une cible immédiate

Domage, cependant, qu'aucune distance critique vis-à-vis du bicentenaire des USA - cadre dans lequel se déroulait la manifestation - ne soit apparue ! La programmation musicale, par exemple, n'était pratiquement composée que de musique blanche, Cecil Taylor étant l'unique représentant du free-jazz. Seul, Ted Jones amena un souffle nouveau en disant, sur les battements sourds de la basse de Barth Philips, un texte du Black Power : il n'y avait, malheureusement, que cent vingt personnes pour l'écouter ! Une exception encore avec la troupe Rochelaise « Tabernac », qui symbolisa dans la rue l'histoire des USA, du massacre des Indiens au Vietnam, en passant par la crise de 1929, aidée de ses masques géants. Rompant la douce neutralité des rencontres, elle fut la cible immédiate de la presse locale.

Deux mots caractérisent une sélection cinéma, par ailleurs passionnante : eclectisme et un certain choix idéologique, qui conduisit à programmer Scorese, en laissant de côté Krawmer ou Hollywood on trial, pourtant sélectionné à la quinzaine des réalisateurs.

Quelle marginalité ?

Il n'en reste pas moins vrai que le travail de l'équipe, réunie autour de J.L Passec et du collectif rochelais de marge, fut remarquable. Plus 10 000 spectateurs (80% de rochelais) se pressèrent aux différentes séances, bien que les films proposés, à l'exception de celui d'Ettore Scola et d'une partie de la sélection américaine, ont été loin de correspondre à un cinéma que l'on désigne, à tort, comme « populaire ». Que le film de Winn Winters *Au fil du temps*, dont la diffusion a été sabotée à Paris, ait rempli deux fois une salle de 400 places, que le public ait été largement présent aux trois films inédits de Fassbinder, montre que tout discours démagogique sur le thème « du cinéma simple aux gens simples » est une escroquerie qui cherche à masquer le discours du pouvoir, qui circule généralement dans ce cinéma « simple ».

« Ni foire de Cannes, ni rencontres de spécialistes, mais une nécessité : présenter un certain nombre de films en province, bloqué par l'impérialisme de la distribution parisienne », devait dire J.L Passec, au cours de la rencontre avec les spectateurs.

Lorsque l'on permet à ce cinéma de quitter les salles confidentielles pour être projeté dans des conditions à peu près normales, dans des lieux connus du public, la marginalité devient un concept bien élastique.

Paul Lacampagne

Vous souscrivez ?

ANCIEN TOTAL	309 006,00
M.F. Aulervilliers	1 000,00
C.R. Droit Paris X Nanterre	100,00
Evelyne et Bernard Viroflay	250,00
CCT Paris	330,00
Enseignante Bordeaux	100,00
M.C. Sympathisant rennais	100,00
J.C.M. Strasbourg	200,00
H.G. Paris	210,00
C.R. Orsay	300,00
EMM. Adge	2,00
R.L. Paris 14	140,00
A. Vétérinaire H Alpes	100,00
R.M. Phalreco	40,00
J.M. Manté La-Jolie	40,00
Sympathisante Nice	100,00
Diffuseurs SNCF	200,00
J.A. Paris	100,00
Jules pour Rouge quotidien	50,00
D.D. Thiry	20,00
NOUVEAU TOTAL	312 466,00



télévision

Samedi 17 juillet

TF 1

13.00 Journal
14.20 Samedi est à vous
20.00 Journal
20.55 Jeux olympiques
Cérémonies d'ouverture... Nos correspondants sont présents !
23.30 Journal

A 2

13.00 Midi 2
14.00 L'été est là
20.00 Journal

FR 3

19.55 Flash journal
20.00 Outre-mer
Djibouti... des rails dans le désert
20.30 Mission-suicide
(Film TV américain-policier)
22.00 Journal

Dimanche 18 juillet

TF 1

13.00 Journal
14.50 Tour de France
17.25 Au-delà de l'horizon
N° 3 : Slocum - le premier tour du monde en solitaire (1895)
19.45 Journal
20.30 Rio Grande, de John Ford (1950)
23.05 Journal

A 2

12.45 Midi 2
20.00 Journal
21.40 La dynastie des Forsyte
(Feuilleton anglais)

FR 3

22.15 Journal
22.30 Cinéma de Minuit : cycle Elia Kazan
Le fleuve sauvage (1960)

INEDIT

Le terrible et le tragique dans la fiction (2)

par JACK LONDON



Bien que ces histoires aient plongé les gens dans « le plus admirable des désordres », aient terrifié des hommes en plein jour, et bien que ces histoires aient été lues, peut-on dire, universellement, il semble qu'il y ait eu à l'époque contre elles le sentiment qu'elles devaient être condamnées comme appartenant à une catégorie d'histoires éminemment repoussantes et illisibles. Le public lisait les histoires de Poe, mais celui-ci n'était pas en contact avec ce public. Et lorsque ce public s'adressait à lui par l'intermédiaire des rédacteurs en chef du magazine, il parlait en termes non équivoques, en se révoltant, disant rêver d'un magazine fait pour lui, non pas un magazine « à l'eau de rose », plein « d'images méprisables, de gravures de modes, de musique, d'histoires d'amour », mais un magazine où l'on dirait les choses pour l'intérêt qu'elles présentent, où l'on raconterait une histoire parce que c'en est une plutôt qu'un salmigondis que pourrait réclamer le public parce qu'il aime ça.

James E.Heath, écrivant à Poe au

sujet de La chute de la Maison Uher, disait :
« Il (White, rédacteur en chef du Southern Literary Messenger) se demande si les lecteurs du Messenger ont beaucoup de goût pour les histoires de l'Ecole Allemande, même si elles sont écrites avec beaucoup de puissance et de talent, et je vous avoue que je suis très enclin à être de son avis. Je doute beaucoup que des histoires du genre violent, invraisemblable, et terrible puissent jamais jouir d'une popularité durable dans ce pays. Charles Dickens a, ma semble-t-il, porté un coup mortel à la littérature répondant à cette définition. »

Néanmoins, les auteurs de cette époque, qui écrivaient des histoires populaires, se vendaient bien et qui recevaient les chèques les plus substantiels, sont morts et oubliés, de même que leurs histoires, tandis que Poe survit, ainsi que ses histoires. Dans un certain sens, l'histoire de Poe est par ce côté paradoxale et embrouillée. Les rédacteurs en chef n'aimaient pas publier ses histoires, les gens n'aimaient pas les lire, et cepen-

dant elles ont été lues, discutées et retenues universellement, elles ont fait le tour des journaux étrangers. Elles lui ont rapporté peu d'argent, et cependant, elles en ont, depuis, fait beaucoup ; aujourd'hui encore, elles bénéficient de ventes étendues et régulières.

A l'époque de leur parution on croyait couramment qu'elles ne pourraient jamais devenir populaires aux Etats Unis, et cependant leurs ventes régulières, les éditions complètes et que sais-je encore, qui continuent à paraître témoignent d'une popularité qui est, le moins qu'on puisse dire, durable. La sombre et terrible *Chute de la Maison Usher*, *Ligeia*, *Le Chat Noir*, *La Barrique d'Amontillado*, *Berenice*, *Le Puits et le Pendule*, et *Le Masque de la Mort Rouge*, sont lus aujourd'hui avec une avidité plus grande que jamais. Et c'est particulièrement vrai de la jeune génération qui souvent approuve des choses que les barbes grises ont lues, approuvées, dont elles ont publié qu'elles les avaient approuvées, pour finalement les censurer et les condamner.

Cependant les conditions qui

régnent à l'époque de Poe règnent d'une manière tout aussi inexorable aujourd'hui. Aucun directeur de publication ayant un œil sur la liste de ses abonnés ne peut être amené ni par la corruption, ni par l'intimidation à accepter dans son magazine une histoire terrible ou tragique, tandis que le lecteur, quand il tombe par hasard sur l'une de ces histoires — et il s'arrange pour que cela lui arrive de temps en temps — dit que cela ne l'intéresse pas.

Quelqu'un lit une histoire de ce genre, laisse tomber le livre en frissonnant, et dit : « Cela me glace le sang. Je ne veux plus rien lire de pareil. Cependant, il lira de nouveau une histoire du même genre et recommencera, une fois, deux fois, y reviendra et la relira. Parlez avec le lecteur moyen et vous constaterez qu'il a lu tous ou presque tout les contes terribles et horribles qui ont été écrits. Là aussi, il se met à frissonner, il exprimera sa désaffection pour de telles histoires, et se mettra aussitôt après à en discuter avec une finesse et une intelligence aussi remarquables que surprenantes.

Quand on considère que tant de gens condamnent ces histoires et continuent néanmoins à les lire (comme c'est amplement prouvé par les confidences à cœur ouvert et par les ventes d'ouvrages tels que ceux de Poe) ; une question se pose : les gens sont-ils honnêtes quand ils frissonnent et disent qu'ils ne sont pas intéressés par le terrible, l'horrible, le tragique ? Ou bien craignent-ils de ne pas aimer avoir peur ?

La peur plonge des racines profondes dans l'espèce humaine. Elle est apparue au début du monde, elle était l'émotion prédominante dans le monde primitif. Aujourd'hui, pour cette raison, elle reste la plus solidement ancrée de toutes les émotions. Mais dans le monde primitif, les hommes étaient sans complications, n'étaient pas encore conscients, et ils étaient franchement transportés par les histoires et les religions inspirant la terreur. Est-il exact que les gens compliqués, conscients, d'aujourd'hui ne prennent pas plaisir aux poses qui inspirent la terreur ? ou bien est-il vrai qu'ils ont honte de laisser paraître les plaisirs qu'elles leur causent ?
(à suivre)



AVIGNON

GRANDEUR ET MISERES D'UN FESTIVAL

Cette année est celle du XXX^e festival d'Avignon. Foin des anniversaires, c'est cependant l'occasion de compter les décennies. Qu'on le conspue ou qu'on l'encense, il couvre toute l'après-guerre, et on ne peut rester indifférent à sa force d'attraction toujours croissante, dans le paysage culturel français et international. Il a acquis l'enracinement national d'une institution,

mais en a nourri aussi les contradictions. A ce titre, il est un phénomène révélateur.

Il nous a donc paru fécond d'en retracer la genèse, d'en apprécier les contradictions et d'en dénoter la fonction. C'est ce que nous tenterons de faire, du moins à gros traits, dans une série d'articles, que nous commençons aujourd'hui.

En 1947, René Char, Yvonne et Christian Zervos, organisent en Avignon une importante exposition d'art plastique réunissant Chagall, Ernst, Giacometti, Gris, Klee, Léger, Matisse, Miro, Picasso... Ils sollicitent Jean Vilar - qui vient d'enregistrer un succès à Paris avec « Meurtre dans la Cathédrale » d'Elliot - de le jouer dans la cour d'honneur du Palais des Papes. Vilar saute sur l'occasion, et propose trois spectacles. C'est la première manifestation d'un phénomène culturel qui creusera son trou, irrégulièrement et diversement, mais en profondeur, jusqu'à ce jour.

Pour comprendre comment sur la première pierre Jean Vilar a pu en mettre une autre, puis une autre, il faut comprendre deux choses : l'état dans lequel se trouve le théâtre au sortir de la guerre, et l'esprit de la résistance qui marque les intellectuels et artistes.

C'est à Grenoble, en 45, que naît la première maison de la culture, et que le mouvement d'enseignants, d'artistes, de militaires, d'ouvriers, fondé pendant la Résistance, allait se constituer officiellement sous le nom de « Peuple et Culture », réunissant des gens comme P.A. Touchard, J.M. Serreau, A. Bazin, Dullin, J.L. Barrault, Vilar, on cogite sur le rêve séduisant et sans limite de l'« art pour tous ».

« Une culture commune à tout un peuple »

Le sceau profond de l'Union nationale, l'idéologie qui projette un peuple comme un seul homme contre l'ennemi héréditaire, et qui culmine dans le mot d'ordre de « redressement national », trouve son extension avec l'élasticité qui lui est inhérente, dans le domaine culturel. Begnino Cacérés dit bien (1), l'espoir de ce mouvement de voir naître « une culture commune à tout un peuple ». « Peuple et Culture », dans son Manifeste de

1945 veut rendre la « culture au peuple et le peuple à la culture ». Et un peu plus tard, mais du même souffle, Vilar lançait : « je vous assemble, je vous unis ».

Le cadre était fixé, et trouvait sa formulation de classe précisément contenue dans cette profession de foi de « Peuple et Culture » : « Nous voulons (...) des hommes qui, du haut en bas de l'échelle sociale, participent à cette culture... ». Et la trahison des stalinien, qui avaient désarmé les travailleurs, avait du même coup fait le lit à ce réformisme.

Quant au théâtre, son vide béant laissait une large place à la dynamique formelle de cette idéologie. Le théâtre de boulevard avait trôné jusque là. Et la Libération donna son impulsion à diverses formes théâtrales, toutes imprégnées finalement, mais à des degrés divers, d'une dimension dans la vent de la réconciliation : qu'il s'agisse de l'absurde universel de Ionesco ou Beckett, ou de l'alchimisme issu d'Artaud, de J.L. Barrault, Jean Vilar, lui, proposait une voie à la fois moins « subversive » et civiquement plus concernée : c'est la certainement la raison de son écho de masse dans un climat généralement réformiste.

Le petit boutiquier et le haut magistrat

Se réclamant de la continuité de Copeau et Gémier, Vilar, comme « Peuple et Culture » vise à réunir dans les travées de la communion dramatique, le petit boutiquier de Suresnes et le haut magistrat, l'ouvrier de Puteaux et l'agent de

change, le facteur des pauvres et l'agrége... : deux groupes sociaux volontairement séparés dans la formulation, qui n'avaient rien à se dire ni avant ni après la représentation, quelle qu'elle fût. Mais il serait erroné de voir en Vilar un sombre démagogue. Sur la base du contexte de la période, il était davantage porté par une vision idéalisée de l'essence du théâtre, lié au mythe éculé mais revivifié de l'humanisme bourgeois. C'est-à-dire en terme de théâtre à la fois par le cérémonial purificateur du théâtre antique, et par les grands déchirements individuels face à l'entité sociale du théâtre classique et de Shakespeare, tout cela au nom des valeurs universelles (renaissantes ?) ver-moulées.

Et qu'on ne s'y trompe pas, il y avait dans cet idéalisme désuet, à l'heure de la rapine impérialiste, une coloration contestataire. Au plan du théâtre il fallait commencer par radier la scène à l'italienne qui ne servait plus qu'à de mesquines intrigues moralisantes et triviales. Il fallait donc un lieu, qui soit grand

Dans la vague du théâtre en plein air qui avait suivi la Libération, la Cour du Palais des Papes était un véritable Sésame, « un lieu noble entre tous, et pur », comme disait Vilar - « infâme... la Babel des Papes... la Sodome des Légats... la Gomorrhe des cardinaux... lieux de volupté de torture » disait Michelet, plus réaliste. Mais disons à la décharge de Vilar qu'il y voyait un lieu nu à transformer...

Dans les brouillards du passé

Quant au répertoire, seconde pièce du projet, il voulait qu'il soit celui « privilégié des classiques », car ils constituent le « point de ralliement, au niveau le plus élevé, du plus grand nombre ». Nul doute qu'avec cet esprit, dans les brouillards du passé, la « communion » puisse se faire à un niveau plus « élevé », soit plus abstrait ; tandis qu'au présent la voie royale

est chargée d'obstacles bien trop prosaïques...

Enfin Vilar promet la « fête ». Mais entendons-nous, il s'agit de la fête au sens civique, inspirée de Rousseau et non les grands dévouements dits libérateurs tels que Mai 68 en a donné l'idée et qui conteste le Festival de 68. Fête de la communion, intériorisée, qui réveille des sentiments généreux. Mais avec pour ainsi dire, en poussant un peu, les limites des Lumières : « fête qui réveille l'enthousiasme de la liberté, mais aussi l'amour de la patrie, le respect des Lois », comme la voyait Rousseau. Vilar l'exprimait esthétiquement en disant : « je suis venu au théâtre pour tenter de lui rendre, en dépit des techniques modernes, son aridité, sa sécheresse, et ce faisant, son efficacité ». Il y avait là du Calvin, mais aussi contre les fioritures et les redondances d'une culture qui n'a plus rien à dire, la force d'un idéal.

Donc un lieu vaste, historique et une grande idée humaniste. Restait à investir celle-ci dans celui-là.

Le banc d'essai du TNP

Avec ses sept représentations, les trois spectacles : Richard II, Tobie et Sara de Claudel et la Terrasse de Midi de Maurice Clavel, la « Semaine d'art d'Avignon » fit à peine 3000 entrées. Mais Vilar revint les années suivantes et le public devait croître régulièrement.

Le festival est géré par un comité avignonnais et subventionné par la ville. Le prix des places est très bas (100, 200, 300 F). Il est sans le savoir un banc d'essai de ce que deviendra le TNP.

Guy Leclerc, dans son livre « Le TNP de Jean Vilar » (2) remarque : « dans un monde en ébullition, Avignon s'affirme, d'année en année, comme un haut lieu du théâtre et l'on a un peu l'impression que Jean Vilar évolue au milieu d'un univers abstrait, de Beauté et de Fraternité ».

La remarque est certainement juste. Mais la pratique à venir du TNP allait se charger de lui donner une coloration plus complexe.

(à suivre)
Pierre Razdac

Les pièces jouées jusqu'en 1951

- 1947 : Richard II, de Shakespeare - Tobie et Sara, de Claudel - La Terrasse de Midi, de Maurice Clavel
- 1948 : La mort de Danton, de Buchner - Shéhérazade, de Jules Supervielle - Richard II
- 1949 : Pasiphaé, de Montherlant - Oedipe, de Gide - La Cid, de Corneille - Richard II
- 1950 : Henri IV, de Shakespeare - Le Profaneur, de Thierry Maulnier - Le Cid
- 1951 : Le Prince de Hombourg, de Heinrich von Keist - La Calandria du cardinal Dovizzi da Bibbiena - Le Cid



Première image du festival

Les Comédiens qui ont participé aux premières années du Festival.

Michel Bouquet, Alain Cuny, Beatrix Dussane, Silvia Monfort, Germaine Montero, Jeanne Moreau, J.P. Moulinot, Françoise Spira, Coussonneau, Monique Chaumette, Yves Brainville, Gérard Philippe, Daniel Invernel...
Puis à partir de 1952 : Christianne Minazzoli, Dufillo, Daniel Sorano, Zanie Campan, Maria Casarès, Jean Pierre Darras, Philippe Noiret, Guy Prévost, Jacques Lemarquet, Jean Deschamp, Lucien Arnaud, Georges Wilson.

(1) L'espoir au cœur, Le Seuil, 1967
(2) 10/18, 1971 d'où sont généralement tirées les citations suivantes.

Rouge est là

Au festival de jazz d'Antibes.
Vente ce soir à la Pinède.